

l'ogé » et la Coalition « Arc-en-ciel » ont, à quelques heures avant le début du recen-

ture d'un dialogue franc, sincère, avant les élections ». Ces deux entités de l'opposition

De nouvelles stratégies

il y a déjà des manifestants... inscrire des mineurs, des étrangers, et pour refuser délibéré-

audit du fichier soit effectué pour lever toute équivoque.

L'ANC appelle à une vigilance accrue dans les centres de recensement

Dans une déclaration en date du 14 mars 2013, l'Alliance nationale pour le changement (ANC) appelle les populations à s'inscrire sur les listes électorales. Cependant, elle leur demande de rester vigilantes.

Conformément au Code électoral en vigueur au Togo, la confection des listes électorales est une opération annuelle qui, à partir d'un recensement électoral, ou d'une révision de listes électorales, établit les listes des électeurs appelés à voter lors des échéances prévues par le calendrier constitutionnel. Pour prévenir toute corruption du fichier électoral, l'ANC rappelle qu'elle n'a jamais manqué de rappeler au gouvernement, le respect des dispositions du Code électoral relatives à la révision annuelle des listes électorales. « C'est le sens de la lettre n° 11-161/ANC/PNSG, en date du 4 mai 2011, adressée au Premier ministre par le président national de l'ANC, Jean-Pierre Fabre et restée sans suite à ce jour », informe le parti orange.

« Aujourd'hui, le fichier électoral existant est totalement corrompu, parce que les autorités togolaises ont refusé de prendre en compte cette préoccupation de l'ANC. Ce qui a amené le Collectif Sauvons le Togo et les partis de l'opposition à exiger et obtenir un nouveau recensement électoral », précise-t-on.

Patrick Lawson-Banku, 1^{er} vice-président du parti, communique qu'une distinction



Patrick Lawson, 1^{er} vice-président de l'ANC.

doit être faite entre la phase du recensement électoral et celle du scrutin, laquelle demeure subordonnée à un dialogue politique sérieux et responsable qui devra, en même temps que l'adoption des réformes politiques et l'amélioration du cadre électoral, mettre en place une CENI équilibrée, un découpage électoral équitable ainsi que des procédures de résultats sécurisés et transparents. « C'est le lieu de rappeler qu'on ne saurait faire confiance à une CENI aussi déséquilibrée et qui, d'ores et déjà, n'a pas su s'imposer quant au choix de l'opérateur censé transporter les kits de recensement », déclare Patrick Lawson.

L'ANC se réserve le droit de demander l'audit du fi-

chier en cours, de manière à s'assurer de sa fiabilité, appelle « à une vigilance accrue dans les centres de recensement et invite à dénoncer les inscriptions frauduleuses, notamment celles d'étrangers et de mineurs, les doubles inscriptions, surtout dans les rangs des forces de sécurité », conclut la déclaration.

En colère contre la répression du sit-in des journalistes

PHOSPHATES CARBONATÉS

Noupokou Dammipi : « On n'est pas obligé de donner les deux milliards de tonnes à une seule société »

Les réserves de phosphates carbonatés de 2 milliards de tonnes au Togo sont en passe d'être exploitées. Les autorités togolaises entendent doubler cette exploitation, d'une usine de fabrication de fertilisants. Le ministre des Mines et de l'Energie par intérim fait savoir que « la Terre de nos aïeux » n'est pas dans l'obligation de confier cette immense charge à une seule société.

« On n'est pas obligé de donner les 2 milliards de tonnes à une seule société. De la même façon, une entreprise peut obtenir la concession pour le phosphate et une autre pour l'usine », martèle Noupokou Dammipi.

Suite à l'appel d'offres lancé par le gouvernement pour l'exploitation des réserves de phosphates carbonatés au Togo, dix-sept sociétés se sont ali-

gnées dans les starting-blocks. Cinq d'entre elles ont été sélectionnées pour poursuivre la course, avec écriture du Document de consultation des entreprises, dans lequel trois sociétés ont, pour l'heure, déposé leur dossier.

« Ces entreprises viendront déposer leurs offres finales qui permettront au gouvernement de choisir le partenaire pour l'exploitation

nées aux gendarmes et aux policiers pour qu'ils tirent sur les manifestants en les visant à la tête. Ainsi, depuis le 13 juin 2012, trois manifestants ont perdu la vue ».

Elle « exige le retrait pur et simple de la nouvelle loi liberticide sur la HAAC et demande aux autorités togolaises de veiller au respect, en toute circonstance, des droits et libertés publiques ainsi que de l'intégrité physique des citoyens ».



Dammipi Noupokou, ministre des Mines et de l'Energie par intérim.

du phosphate et pour la construction de l'usine d'acide et fertilisant », a précisé le ministre Dammipi, soulignant que le Document final de consultation des entreprises pourra être remis, mi-avril, aux trois sociétés candidates à ce jour.